



## Le Bulletin de StreetNet

No. 9 Avril 2007

Le Bulletin de StreetNet International, la fédération internationale qui a été créée pour promouvoir et protéger les droits des vendeurs et des vendeuses de rue. Adresse: N228 Diakonia Centre, 20 St Andrews Street, Durban 4001, Afrique du Sud. e-mail [stnet@iafrica.com](mailto:stnet@iafrica.com)  
website: [www.streetnet.org.za](http://www.streetnet.org.za)

---

### Dans ce numéro:

- **StreetNet organise un programme au forum social mondial de 2007** Par Pat Horn, coordinatrice de StreetNet International ...page 1
- **Visite d'échange: SEWA accueille ZANAMA** Par SEWA et Elizabeth Mfula Nshenda, Estellah Mambwe Chisenga et Rebecca Mwanza Mbasela, ZANAMA Women... page 5
- **Atelier Régional Asiatique guides la formation des structures régionales de StreetNet** Par Bidur Karki, Secrétaire d'Education de GEFONT...page 7
- **Amérique latine: Nouveau réseau régional pour renforcer l'organisation des syndicats de l'économie informelle...**page 9
- **Les soldats se tournent vers les grévistes Guinéens...**page 12
- **Villes du Niveau Mondial POUR TOUS, campagne lancée par StreetNet...**page 13
- **Deuxième Conférence de ICC: "Combinons nos Efforts"** Par Pat Horn, Coordinatrice de StreetNet International...page 14
- **Les Vendeurs de rue de Durban se réorganisent** Par Gaby Bikombo, Président de l'Association Siyagunda...page 16
- **Kenya: dénombrement des vendeurs de rue de Nairobi** Par Peter Odhiambo, NISCOF...page 17
- **Uganda: S'attaquer au VIH/SIDA dans les marchés** Par Amodia Wapakabalo, Market Vendors AIDS Project (MAVAP) et Flavia Amoding, National Union of Informal Economy Workers' Organisations (NUIEWO)...page 18

## **StreetNet organise un programme au forum social mondial de 2007** **Par Pat Horn, coordinatrice de StreetNet International**

La présence d'une délégation de StreetNet international au Forum Social Mondial tenu du 20 au 25 janvier 2007 à Nairobi au Kenya a aidé à mettre les organisations des vendeurs de rue et travailleurs de l'économie informelle plus fermement dans l'arène du dialogue social. Le Forum Social Mondial (FSM) s'est tenu sous la bannière "un autre monde est possible" et les mouvements sociaux du monde y ont participé.

### **Campagne de Travail décent pour une Vie décente**

En Août 2006, StreetNet a rejoint la campagne internationale sur "le Travail décent pour une Vie décente" qui a commencé en 2005 par la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL), Congrès Mondial du Travail (CMT), Solidar et le Global Progressive Forum. A travers cette campagne, nous avons fait beaucoup d'alliés à travers l'Internet avant même d'arriver à Nairobi.

### **Programme de StreetNet au FSM (Forum Social Mondial) de 2007**

En 2007, StreetNet avait une délégation beaucoup plus grande et un programme beaucoup plus vaste par rapport aux Forums Sociaux Mondiaux antérieurs.

Il y avait 13 délégués internationaux et un large nombre de délégués Kenyans organisés par les alliances urbaines

e Eldoret, Kisumu, Machakos, Migori, Mombasa, Nairobi et Nakuru qui forment la KENASVIT (Alliance Nationale des vendeurs de rue et marchands informels de Kenya).

Les membres de KENASVIT et ses alliances urbaines, et leurs banderoles, étaient partout; ils ont marché à partir des quartiers pauvres jusqu'à Uhuru Park aussi bien pour les cérémonies d'ouverture et de clôture, que les autres événements auxquels ils ont participé avec enthousiasme. Notre affilié ougandais NUIEWO (National Union of Informal Economy Workers' organisations) a aussi amené une délégation de 11 membres au FSM, essentiellement les vendeurs de marché informel et de rue. Ils ont participé aux activités variées et ont parlé dans beaucoup de groupes de discussion sur les défis rencontrés en organisant les travailleurs de l'économie informelle.

### **StreetNet a organisé les événements suivants:**

Groupe de discussion sur les femmes vendeuses de rue et au marché informel

Orateurs: Clarisse Gnahoui (USYNVEPID, Bénin)  
Bishnu Maya Bastola (NEST-GEFONT, Népal)  
Faith Katanaka (NUIEWO, Uganda)

Des organisations variées ont participé y compris Internationale des Services Publics (ISP), Solidar, La Workers Education Association of Zambia (La Association pour Education des Travailleurs de la Zambie) (WEAZ) et nos propres affiliés venant de Kenya, Uganda et sur le plan international, c'était devenu clair que les problèmes que rencontrent les femmes vendeuses de rue au Bénin, Népal, Uganda, Kenya et

Zimbabwe sont similaires. C'était devenu aussi apparent que beaucoup de femmes vendeuses de rue sont devenues les seules supporteurs de leurs familles étendues à cause du manque très répandu d'emploi formel. Clairement, le bas revenu que gagnent les femmes vendeuses de rue doit être exposé s'il faut que les programmes de lutte contre la pauvreté réussissent.

### **Groupe de discussion sur les Travailleurs Migrant dans la Vente sur la rue et le Commerce Transfrontalier.**

Orateurs: Violet Mulumba (AZIEA, Zambie)  
Charity Mandishona (ZCIEA, Zimbabwe)  
Mamadou Fall (SUDEMS, Sénégal)

La plupart des participants étaient des affiliés de StreetNet, y compris l'association des vendeurs transfrontaliers, de l'affilié de StreetNet au Zimbabwe ZCIEA, avec les participants additionnels de KCTU ( Corée ) et Calcuta.

Dans une discussion détaillée concernant les marchands transfrontaliers de la région de SADC et les marchands informels du poisson dans la région de la CDEAO, les deux grands défis qui ont été soulevés étaient:

1. Problèmes mineurs: Comment résoudre le problème de la compétition de façon durable?
2. Problèmes majeurs: Quelle sorte de plate-forme politique qu'il faut promouvoir concernant inter-alia,
  - Protectionnisme ou commerce libre,
  - Lutter contre la corruption et le pot-de-vin.

### **Groupe de discussion sur le Travail de l'Enfant dans la vente sur la rue et au marché:**

Orateurs: Janet Anum (Alliance de StreetNet, Ghana)  
Anis Fatima Shaikh (NASVI, Inde)  
Orlando Mercado (CTCP, Nicaragua)  
Tambake Tounkara (Mouvement Africain des Enfants Travailleurs et la Jeunesse)  
Gilbert Onyango, The Cradle, Children's Rights Organisation (Cerceau de l'organisation des droits de l'enfant) Kenya.

Beaucoup d'organisations de droits de l'homme et de droits de l'enfant ont participé à ce panel. Nous avons eu de bonnes présentations et une discussion qui fait raisonner. La position du Mouvement Africain des Enfants Travailleurs et la Jeunesse était controversée pour certains activistes contre le Travail de l'Enfant. Leur reconnaissance des enfants travailleurs en tant que travailleurs, tout en mobilisant pour une plate-forme des droits pour eux était en conflit avec le standard des abolitionnistes que beaucoup d'organisations de droit de l'homme soutenaient. Ce groupe de discussion pourrait prendre plus de temps pour faire justice aux questions en discussion mais nous étions obligés de terminer à temps pour aller à Uhuru Park pour le rassemblement des vendeurs de rue qui était déjà en cours.

### **Rassemblement des vendeurs de rue: Non! A la Pauvreté et l'Inégalité!**

Orateurs: Dirigeants des vendeurs de rue de Nairobi Eldoret, Kisumu, Machakos, Migori, Mombasa, dirigeant de Nakuru la direction de KENASVIT  
Les représentants du gouvernement et de la municipalité

Les représentants des vendeurs de rue handicapés du Kenya et de la Tanzanie

Délégués de StreetNet du Bénin, Malawi, Zambie, Zimbabwe,

Coordinatrice de StreetNet International

Orateur principal: Shin Hee Chul (KOSC, Korea)

Malgré le fait que cet événement était accrédité par le FSM, les officiels de la municipalité de Nairobi ont tenté d'arrêter le rassemblement sous prétexte qu'ils n'avaient pas été consultés. Les dirigeants de KENASVIT ont passé des heures en train de négocier et éventuellement ils ont eu quelqu'un en provenance du gouvernement national pour intervenir et rejeter les objections de la municipalité. Ainsi, pour les vendeurs de rue et marchands informels, il paraît que même dans "l'Autre Monde" ils peuvent continuer à faire face aux harcèlements des autorités municipales!

Due à la persistance de KENASVIT et à leur alliance urbaine NISCOF, le rassemblement a éventuellement commencé vers midi avec une foule réduite de quelques centaines de personnes, en majorité vendeurs de rue. C'était une occasion pour les vendeurs de rue du Kenya et les représentants d'autres vendeurs de rue, affiliés de StreetNet en provenance d'autres pays de se rencontrer les uns les autres et s'engager à lutter pour un "Autre Monde est Possible" avec une vie meilleure pour les vendeurs de rue et les marchands informels.

## **Conclusions**

StreetNet a atteint ses objectifs de:

- 1) Placer les problèmes des vendeurs de rue et des travailleurs informels sur le programme de la société civile et,
- 2) Construire des alliances avec les mouvements sociaux et renforcer nos alliances avec le mouvement syndical sur les problèmes sociaux. Ceci a été atteint à travers un niveau de participation élargi qui inclut les vendeurs de rue du Kenya et des autres pays.

Cependant, nous n'avons pas réellement réussi à participer au développement et à influencer les propositions qui devraient sortir du FSM en tant que programme alternatif pour "Un Autre Monde", programme dans lequel les vendeurs de rue et les marchands informels commenceront à voir la différence avec ce qu'ils ont actuellement.

Nous avons appris qu'au cours du FSM prochain nous devrions scinder la coordination de la logistique et administration du programme d'activités et développement des propositions et conclusions. Les affiliés de StreetNet International participeront dans l'évaluation organisationnelle de la participation de StreetNet au FSM 2007, pour planifier l'étape suivante de l'engagement avec les processus du FSM. Nous espérons que certains affiliés vont envoyer des résolutions à être adoptées comme politique de StreetNet au Congrès de StreetNet International prévu en Août 2007.

La participation au FSM est différente de la participation aux processus des institutions comme les Conférences Internationales du Travail de l'OIT. Chaque

terrain a son espace propre pour des questions particulières que StreetNet International et ses affiliés désirent influencer - et ainsi StreetNet continuera à utiliser ces espaces pour les meilleurs effets possibles dans les intérêts des vendeurs de rue et au vendeurs marché informel du monde.

**Visite d'échange: SEWA accueille ZANAMA**  
**Par SEWA et Elizabeth Mfula Nshenda, Estellah Mambwe Chisenga et**  
**Rebecca Mwanza Mbasela, ZANAMA Women**

Trois membres de ZANAMA, Elizabeth Mfula Nshenda, Estellah Mambwe Chisenga et Rebecca Mwanza Mbasela ont visité SEWA (l'Association des femmes travailleuses autonomes) du 18 au 23 Septembre 2006.

Les objectifs de cette visite d'échange avec SEWA en Inde étaient d'apprendre:

- Comment SEWA fut fondée;
- Comment SEWA est parvenue et continue à représenter les femmes travailleuses informelles;
- A propos de la manière dont le plan de Protection Sociale de SEWA profite à ses membres;
- Comment SEWA s'occupe des défis auxquels elle fait face en tant que syndicat de l'économie informelle;

La visite était l'une de beaucoup d'autres activités organisées par StreetNet International comme ZANAMA est affiliée à AZIEA, qui est, à son tour affiliée à StreetNet.

**SEWA**

Les membres de ZANAMA ont appris que SEWA fut fondée par Ella Bhat, une avocate qui, en 1972, a vu le besoin d'organiser les femmes qui travaillent dans l'économie informelle. Les membres de SEWA sont des femmes travaillant pour leur propre compte et qui travaillent dans des divers secteurs y compris commerce informel (vendeuses de rue et au marché), petites fermières, ménagères etc.

Le souci principal de SEWA c'est la représentation des femmes travailleuses autonomes qui sont membres de ce syndicat. En plus, SEWA fournit éducation et prêts à ses membres à travers sa banque. Elles ont fait les tours de marchés naturels - Mansi, Jivari, Maninager, Gomptipur, Jamalpur, Bedra, et ont visité un magasin à gros de légumes et magasin no.40 de Jamalpur. Elles ont aussi visité le Centre d'enregistrement en vidéo de SEWA, Gandhi Ashram, Banque SEWA et Juge Shri RA Mehta.

Leur visite était très intéressante comme elles ont appris et étaient inspirées par la détermination de leurs camarades femmes dans l'esprit d'améliorer leurs conditions de vie et lutter pour leur droits.

C'était surprenant d'apprendre que la Banque SEWA fut créée uniquement par ses membres, qui sont très pauvres, mais nombreux: SEWA compte 700.000 membres.

La banque SEWA et le Centre Éducatif ont inspiré le groupe ZANAMA suite à sa contribution au bien-être économique et social de ses membres à travers le renforcement des capacités et les prêts. La Coopérative SEWA travaille pour ses membres en cherchant des marchés pour leurs marchandises et dans certains cas, vendre pour elles.

### **Au cours de la visite elles ont participé à:**

La réunion du Conseil de Commerce - Les diverses méthodes et stratégies utilisées pour organiser les vendeuses de la ville d'Ahmedabad étaient expliquées par les dirigeants au groupe ZANAMA.

Comité du Commerce des Vendeurs (Trade Committee of Vendors) - Dans le Comité du Commerce des vendeurs les problèmes auxquels font face les membres vendeurs d'Ahmedabad étaient discutés. Elles ont participé à une réunion de négociation avec le Commissaire Municipal, la Municipalité d'Ahmedabad, où les problèmes auxquels font face les vendeurs de Hattkeshwar étaient discutés par les organisateurs et dirigeants.

Formation Légale des vendeurs (Legal Training of vendor) - Le groupe ZANAMA a observé comment on organise la formation légale des vendeurs. Les vendeurs de rue sont constamment harcelés par la police concernant leur place de vente. La formation inclut comment la police devrait se comporter vis-à-vis des femmes vendeuses, comment poser une plainte à la police et l'examen de sections sous lesquelles les plaintes contre les vendeurs sont délivrées par la police. Le groupe ZANAMA était impressionné par la formation et veut organiser une telle formation aux vendeurs de leur pays. Le problème auquel font face les vendeurs Zambiens concernant les impôts et taxes et leur lutte et solutions étaient racontés par le groupe ZANAMA. Les membres vendeuses de SEWA étaient impressionnées par la lutte de ZANAMA pour les vendeurs contre l'augmentation de l'impôt et pour la représentation.

Cours d'Éducation de Travailleurs organisées par SEWA - L'importance du vendeur comme le travailleur, et la contribution du vendeur à l'économie et la lutte de SEWA sont tous expliqués auprès des nouveaux membres vendeurs par les anciens membres. Le groupe ZANAMA a compris l'importance de telles leçons pour les vendeurs. Elles veulent commencer des leçons d'éducation des travailleurs dans leur pays.

### **Visite aux marchés: Bhadra, Jivraj, Mansi etc.**

Marché de Javraj: Il y a presque 500 vendeurs dans ce marché. Ils ont été expulsés comme on allait construire un pont. Après beaucoup de luttes et négociations entre SEWA et le Conseil Municipal de Nagarpalika, ces vendeurs étaient relocalisés en dessous d'un pont. C'était montré comme un exemple du bon résultat issue des négociations et d'une meilleure pratique.

Marché Naturel du Complexe Mansi: Suite à la lutte de SEWA de la part de 400 vendeurs du Complexe Mansi, un quai a été construit par l'Autorité du développement de la ville d'Ahmedabad. Cette lutte se rapportait au groupe ZANAMA.

**Rencontre avec l'avocat de SEWA** - Le groupe ZANAMA a assisté à la discussion concernant les problèmes auxquels font face les vendeurs de la ville d'Ahmedabad. Pendant la discussion on a aussi parlé de la politique nationale pour les vendeurs de rue et l'importance de ces derniers.

Pendant la visite d'échange, le groupe ZANAMA était trop actif et enthousiaste et voulait savoir davantage à propos de SEWA et comment SEWA traite les problèmes des vendeurs.

Nous avons appris que les membres de SEWA continuent à lutter pour la reconnaissance légale de droit des membres de gagner leur vie, et que:

- Les vendeurs de rue et au marché sont harcelés, travaillent à des places sans installations et sont forcés de soudoyer des officiers de police pour leur permettre d'accomplir leurs activités du jour;
- SEWA continue de lutter pour les droits de ses membres et se bat pour réaliser son but de garantir un emploi total et l'indépendance pour tous;
- SEWA se bat pour jouir d'une couverture totale de protection sociale de ses membres comme pour les travailleurs formels;
- SEWA continue d'organiser davantage des travailleurs.

Dans les mots des membres de ZANAMA: "La visite a enrichi notre expérience et connaissance car nous avons été à mesure d'apprendre beaucoup de nouvelles choses que nous allons appliquer dans notre propre organisation et les problèmes auxquels ZANAMA fait face en Zambie."

## **Atelier Régional Asiatique guides la formation des structures régionales de StreetNet**

**Par Bidur Karki, Secrétaire d'Education de GEFONT**

Les organisations des Vendeurs de rue affiliées à StreetNet International en Asie, se sont réunies à Kathmandu, Népal pour l'Atelier Régional Asiatique du 10 au 14 Octobre 2006, à un atelier organisé par la Nepali National Trade Union Federation - GEFONT (Fédération Syndicale Nationale Népalaise).

L'objectif de l'atelier était le partage des expériences entre organisations des vendeurs de rue, vendeurs au marché et ambulants de la région, qui sont affiliées à StreetNet, afin de partager des stratégies organisationnelles et en négociation collective, et de discuter comment peut-on mettre en valeur une structure régionale de StreetNet en Asie.

Les affiliés de StreetNet suivants ont été représentés: La Self employed Women's Association (SEWA) Inde, La National Alliance of Street Vendors of India (NASVI), La Korean Street Vendors' Confederation (KOSC), la Nepal Street Vendors' Union (NEST), la Self-Employed Workers Union (SEU) Bangladesh, et l'Internationale des Services Publics (ISP), India.

Au premier jour des rapports par pays sur la situation des vendeurs de rue ont été présentés par les organisations, et les problèmes spéciaux auxquels font face les vendeurs de rue ainsi que les réponses et stratégies organisationnelles qui se sont développées ont été discutés.

### **Problèmes Communs**

Les organisations présentes ont identifié les problèmes communs ci-après:

- manque de politique gouvernementale claire et manque de n'importe quelles politiques relatives aux vendeurs;
- harcèlement par les autorités gouvernementales, police, municipalités, gangsters et voyous;
- manque du plan de protection sociale pour les vendeurs de rue;
- travail des mineurs;
- position faible des syndicats dans la négociation collective pour les droits des vendeurs et ambulants;
- environnement du travail très hasardeux, sans structures d'aide sociale et assurance;
- manque d'unité parmi les syndicats qui organisent les vendeurs et ambulants;
- pas de provision de licence, carte d'identité et reconnaissance légale;
- pas d'accès dans l'organe législatif;
- manque de reconnaissance de l'économie informelle et sa contribution pour le développement national;
- peu de soutien publique;
- déplacement ou expulsion des vendeurs de leurs lieux de travail;
- abus sexuels aux femmes vendeuses.

Au deuxième jour, le 12 Octobre, une visite sur terrain était préparée pour profiter de l'expérience de première main des conditions auxquelles font face les vendeurs de rue au Népal. Le troisième jour, le 13 Octobre, Lameck Kashiwa, Coordinateur Assistant de StreetNet International, basé en Zambie, a présidé la discussion concernant les problèmes communs des vendeurs dans la région. Pendant la discussion sur la stratégie organisationnelle, il a dit que rien ne devient tangible sans la participation de tous les travailleurs de l'économie informelle et l'unité syndicale. Les participants se sont convenus de faire pression sur les gouvernements pour une Politique Nationale concrète sur la vente et pour l'exécution des politiques, comme il a été fait par le gouvernement Indien après la pression de NASVI.

### **Les résultats suivants furent adoptés par l'atelier:**

#### **a. Niveau Politique:**

- Faire pression sur le gouvernement pour les politiques claires du gouvernement en rapport avec les vendeurs et formation d'un organe national pour l'exécution effective de politique;
- Formulation du plan de protection sociale des vendeur par les organisations;
- Faire pression sur le gouvernement et autres agences concernées pour progressivement éliminer le travail des mineurs;
- Faire pression sur le gouvernement afin de reconnaître l'économie informelle et ses contributions sur le développement national;

- Faire le lobbying avec le gouvernement pour l'enregistrement des vendeurs;

**b. Centres de Pression:**

- Pression pour l'amendement de la loi existante pour inclure les droits des vendeurs et colporteurs aux négociations collectives;
- Pression pour un système de sécurité sociale pour couvrir les vendeurs de rue;
- Pression pour la provision de licence, carte d'identité/de famille et reconnaissance légale des vendeurs et ambulants;
- Faire pression sur le gouvernement d'arrêter les harcèlements des vendeurs par les autorités, police, municipalités et gangsters;
- Campagne pour un lieu stable & permanent pour le business;
- Campagne pour accès des syndicats dans les organes législatifs.

**c. Organiser:**

- Campagne à grande échelle afin d'organiser les vendeurs par les syndicats;
- Campagne pour la formation d'habileté aux travailleurs sur les rues;
- Campagne de conscientisation et formations pour les droits de syndicat.

**d. Coordination Régionale:**

- Développer une structure régionale de StreetNet en Asie, dirigée et gérée par les affiliés de StreetNet eux-mêmes, avec GEFONT comme organisation principale.

**e. Autres Activités:**

- Campagne de conscientisation de la population en général pour gagner le soutien publique aux vendeurs et ambulants.

En clôturant l'atelier, Le Président de StreetNet International, Kim Heung-Hyun, de la Corée, a conclu que l'atelier a identifié les problèmes communs auxquels font face les vendeurs de rue. Il a souhaité que les recommandations de l'atelier seront utiles pour développer une stratégie qui permettra à StreetNet de développer ses structures régionales.

## **Amérique latine: Nouveau réseau régional pour renforcer l'organisation des syndicats de l'économie informelle**

Les syndicats de l'économie informelle de Nicaragua, Honduras, Guatemala et de Panama se sont convenus de former un réseau SEICAP ( Sencicados de la Economia Informal de Centro America y Panama) au cours du deuxième congrès régional des organisations de l'économie Informelle de l'Amérique Centrale et Panama qui s'est tenu du 01-02 septembre 2006 au Managua, Nicaragua. L'objectif de SEICAP est de coordonner le plan d'action régional convenu au congrès de lutter pour les travailleurs de l'économie informelle.

SEICAP a été formé après la réunion des organisations de l'économie informelle tenue à Managua au Nicaragua le 09 juin 2006 où les problèmes des syndicats et des organisations de l'économie informelle des pays de l'Amérique Centrale et Panama étaient discutés. Une deuxième réunion a été convoquée, avec l'objectif d'échanger

les expériences entre les organisations de l'économie informelle et construire la solidarité entre les différentes organisations.

Les syndicats suivants de l'économie informelle étaient représentés: CTCP-Nicaragua, FOSSIETH-Honduras, SITTIGUA et SITRAINSA-FNL de Guatemala et SUNTRACS, STIVANCONUSI de Panama.

### **La situation de l'économie informelle**

Les syndicats de l'économie informelle qui étaient présents au deuxième congrès ont discuté la situation dans leurs pays et ont souligné la vulnérabilité et l'insécurité vécues par les travailleurs ainsi que le besoin d'une forte organisation syndicale pour demander la reconnaissance et droits du travail en tant que "travailleurs indépendants". Parmi les grands points qui ont été notés dans le rapport du deuxième congrès du SEICAP au Nicaragua on peut citer les suivants:

#### **CTCP - Nicaragua**

L'économie informelle est le plus souvent une activité à base familiale, principalement des artistes, petits commerçants et des paysans. Elle produit environs 50% du PNB. Elle produit aussi 80% d'emploi. L'Etat a négligé l'économie informelle en terme de services et des lois. Une des raisons qui fait que l'économie informelle soit aussi précaire est le modèle de l'économie néo-libérale qui a conduit au chômage massif et la libération de la loi aussi bien que l'augmentation du manque de protection de la main-d'œuvre. CTCP compte 25.000 travailleurs affiliés dans 77 syndicats et 7 fédérations. 48% des membres sont des femmes.

#### **FOSSIETH - Honduras**

L'économie informelle est le secteur le moins protégé et le plus marginalisé en relation avec la loi gouvernementale sur le développement; par ex. services publics, santé, éducation, loyer et travail. Depuis les années 90, l'économie informelle s'est accrue à cause de la faillite de la réforme agraire, et de l'exode rural croissant, la pauvreté et la corruption. En Honduras, 70 sur 100 travailleurs ne survivent que de l'activité de l'économie informelle.

FOSSIETH est le syndicat principal de l'économie informelle qui a été fondé en 2001 au San Pedro Sula et est affilié au CUTH. Il a 32 organisations affiliées, 55.000 membres dont 60% sont des femmes. Dans beaucoup de régions du pays il n'y a pas d'organisation ni de législation pour le secteur. La loi qui protège les travailleurs de l'économie formelle ne protège pas ceux de l'économie informelle.

#### **STTGUA, SINTRAINSA-FNL - Guatemala**

FNL (Frente Nacional de Lucha) est composé de 90 syndicats dont quatre sont des syndicats des travailleurs informels. Les syndicats STTGUA (Trabajadores y Trabajadoras Independientes) et SINTRAINSA (Sindicato Nacional de Trabajadoras Independientes de Sulud ) sont des syndicats informels qui font partie de FNL. Trois quarts de la population travaillante (5 millions), travaillent dans l'économie informelle.

Les problèmes qui affectent plus le secteur sont l'augmentation du crime, répression et militarisation. Les vendeurs au marché doivent corrompre les bandits en vue

d'éviter l'arrestation et il y a déjà beaucoup de cas de meurtre de vendeurs de rue qui ont refusé de payer. Il y a une opinion largement tenue que la vente sur la rue n'a pas de valeur économique, sociale ou culturelle et il y a aussi une perception négative que les vendeurs de rue sont dangereux et sont de valeur sociale basse. Il n'y a pas de négociations ou interventions pour influencer la loi publique sur la réglementation de l'économie informelle.

### **SUNTRACS, STIVA-CONUSI - Panama**

On estime que 45% (467,303) de la population du pays sont des travailleurs informels. Le chômage est de 30%, la pauvreté est de 40% et 70% des travailleurs pauvres sont dans l'économie informelle.

Le niveau organisationnel de l'économie informelle est très bas, spécialement pour les artistes et les travailleurs industriels occasionnels. Le plus grand secteur des travailleurs indépendants sont les vendeurs de rue. Il y a un syndicat des travailleurs informels et colporteurs, Sindicato de Buhoneros y Trabajadores Informales. Il n'y a pas de législation au pays qui protège les travailleurs de l'économie informelle. CONUSI s'est engagé à travailler pour la création de la communication et l'échange des expériences entre les organisations informelles et d'agir comme une structure formelle de coordination qui s'occupe des programmes.

### **Commission de coordination**

Le congrès a élu une commission de coordination qui sera en rotation parmi les pays participants, chargée d'exécuter le Plan d'Action approuvé dans la réunion. La commission de coordination sera basée au Nicaragua pour une année et est composée de: Coordinateur: Adrian Martinez Rodriguez, CTCP, Nicaragua, Vice coordinateur: Arcadia Gomez, FOSSIETH, Honduras, membres: Carlos Obaldia, CONUSI, Panama, et Mario Rudolfo Guzman, STTGUA-FNL, Guatemala. La commission va rencontrer les délégués de El Salvador et Costa Rica qui n'ont pas participé au deuxième congrès.

### **Déclarations du Deuxième Congrès Régional des Travailleurs Informels**

Nous, travailleurs de l'économie informelle de l'Amérique Centrale et Panama, réunis dans la ville de Managua, Nicaragua le 1er et le 2 septembre 2006, décidons de:

1. Continuer la lutte pour la solidarité et l'unité entre les Travailleurs de l'économie Informelle de l'Amérique Centrale et Panama.
2. Promouvoir les alliances avec d'autres travailleurs et organisations de la société civile au niveau régional, national et international.
3. Atteindre le niveau supérieur de l'organisation des travailleurs de l'économie informelle pour pouvoir participer activement dans la politique publique en Amérique Centrale et Panama.
4. Demander l'engagement des Gouvernements Nationaux aux Conventions Internationales de l'OIT en ce qui concerne les travailleurs.
5. Lutter pour atteindre le point où les Gouvernements Nationaux reconnaissent que, en tant que travailleurs de l'économie informelle, nous produisons la fortune ainsi que le développement social et économique de nos pays.
6. Demander que les Gouvernements Nationaux respectent et garantissent les droits universels de l'homme pour les travailleurs dans l'économie informelle.

7. Lutter pour terminer permanemment les formes pires du travail de l'enfant.
  8. Lutter pour persuader les gouvernements de promouvoir et de se conformer aux mesures de la protection et de la restauration de l'environnement.
  9. Lutter pour améliorer le niveau et la qualité de la vie pour les travailleurs dans l'économie informelle et leurs familles.
  10. Promouvoir l'égalité des sexes dans toutes les actions prises par les travailleurs de l'économie informelle.
  11. Finalement, nous allons continuer la lutte pour changer l'approche néo-libérale imposée par les gouvernements et les organisations internationales qui excluent les travailleurs de l'économie informelle.
- (Source: Traduction des rapports de SEICAP 2ème congrès; Point de Rencontre 37)

## **Les soldats se tournent vers les grévistes Guinéens**

Les dirigeants de l'OIT, de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) et des Syndicats de la région Africaine ont lancé un appel d'urgence pour mettre fin à la violence et garantir la sécurité des dirigeants syndicaux en Guinée, suivant la mort de plus de 80 personnes aux mains des soldats et de la police dans la grève générale nationale déclarée par les centrales syndicales (CNTG-USTG, ONSLG et UDTG) le 10 Janvier. La grève générale était lancée afin de demander "La restauration de l'Ordre Nationale" parmi les allégations de la corruption du gouvernement et l'escalade des prix des denrées alimentaires.

La CNTG est une affiliée de StreetNet qui organise les femmes vendeuses au marché en Guinée, et ses membres ont été impliqués dans la grève générale nationale.

Un accord a été conclu le 27 Janvier 2007 entre les syndicats nationaux et le gouvernement Guinéen, on a inclus des provisions qui traitent avec les prix de nourriture, "l'Installation d'un gouvernement du consensus général" et l'indépendance de la Banque Centrale. Il a été convenu qu'aucune action répressive ne serait prise contre les grévistes. La grève générale illimitée a repris le 12 Février en réponse de l'échec du gouvernement de respecter l'accord et la nomination par le Président de l'un de ses hommes de bras droit de prendre la position de Premier Ministre. Des protestations et des appels au chef de l'Etat de se retirer, s'étendaient partout dans les rues.

Une vidéo de CSI (<http://www.ituc-csi.org>) concernant la visite d'urgence des membres de la CSI en Guinée montre le secrétaire général de CNTG, Mademoiselle Rabiadou Diallo, détenant une poignée remplie des obus des balles des soldats qui tiraient à l'intérieur du bureau du syndicat de CNTG. Juan Somavia, DG de l'OIT a dit, "La violence et confrontation à Conakry ont déjà fait beaucoup de morts et représentent une menace au peuple de Guinée et aux dirigeants syndicaux." Il a dit que Mlle Diallo, un membre respectueux du conseil exécutif de l'OIT, était en danger. (Source: compilé du rapport CSI-en ligne du 13 Février, 2007 et video).

## **Villes du Niveau Mondial POUR TOUS, campagne lancée par StreetNet**

Le lancement Sud Africain de la campagne internationale, Villes du Niveau Mondial POUR TOUS (WCCA -World Class Cities FOR ALL) par StreetNet a eu lieu Mardi, le 28 Novembre 2006, dans l'immeuble de COSATU à Braamfontein, Johannesburg.

Au cours du lancement, les orateurs d'honneurs étaient Mademoiselle Pat Horn, coordinatrice de StreetNet International et Mademoiselle Alina Rantsole, trésorière nationale de COSATU. Beaucoup d'autres organisations basées à Johannesburg avaient aussi envoyé leurs représentants au lancement qui se sont joints à la campagne comme partenaires.

L'objectif de VNMT est de questionner l'approche élitiste de bâtir les "villes du niveau mondial" en préparation de la Coupe du Monde de FIFA 2010 en Afrique du Sud et créer un nouveau concept plus inclusif de "Villes du Niveau Mondial POUR TOUS" avec la participation des vendeurs de rue et d'autres groupes du pauvre urbain. Horn a dit que la campagne va attacher un intérêt particulier aux femmes et à d'autres vendeurs de rue vulnérables, qui sont les premiers à perdre leur gagne-pain et sont les plus invisibles dans la plupart des plans pour "les villes du niveau mondial".

Horn a ensuite dit que c'est devenu une réalité prévisible que quand un pays se prépare pour accueillir un événement de grande importance, ce pays et ses autorités du gouvernement local se préparent pour créer les "Villes du Niveau Mondial" d'une type particulier, par ex, villes du Niveau Mondial qui:

- vont attirer l'investissement étranger;
- ont une infrastructure moderne;
- n'ont aucun signe visible de délabrement urbain;
- ont une circulation aisée;
- n'a aucun pauvre ou problèmes sociaux visibles.

Ceci inclut souvent l'éviction des vendeurs de rue, parfois accompagnée des programmes de "déblayage des taudis" dans lesquels les plus pauvres membres de la population perdent aussi leurs maisons.

Beaucoup de nouveaux sans abris étant incapables de joindre le marché de travail formel, sont aussi dans l'économie informelle - nombreux d'entre eux sont des vendeurs de rue- ce qui veut dire qu'en même temps que ces gens perdent leurs maisons, ils perdent aussi leur gagne-pain, leur laissant presque sans recours comme stratégie de survie. La campagne fait appel aux municipalités de respecter l'appel de la campagne pour "pas d'évictions sans alternatives viables" et pour "négociation et dialogue social".

Les 24 organisations partenaires qui ont déjà rejoint la campagne et la plate-forme des demandes aux municipalités pour "Villes du Niveau Mondial POUR TOUS" ont été annoncées lors de lancement.

## **Les demandes de la campagne aux municipalités**

1. Adopter formellement le concept inclusif de “Villes du Niveau Mondial POUR TOUS” avec la participation des vendeurs de rue et d’autres groupes du pauvre urbain - avec un accent particulier sur les femmes et les autres vulnérables vendeurs de rue, qui ont été traditionnellement les premiers à perdre leur gagne-pain alors qu’ils sont les plus invisibles dans les plans antérieurs de “Villes du Niveau Mondial”.
2. Entreprendre de s’assurer qu’aucun individu ou groupe de vendeurs de rue sera désavantagé outre mesure, par n’importe quelle initiative d’amélioration ou de renouvellement de la ville dans la préparation de la Coupe du Monde de FIFA 2010.
3. S’assurer que toute sorte de relocalisation des vendeurs de rue, vendeurs informels au marché ou colporteurs qui travaillaient avant les initiatives de renouvellement et d’amélioration de la ville va nécessairement inclure les alternatives viables et acceptables qui sont même accessibles aux vendeurs les plus misérables vendeurs, inclus les femmes et les vendeurs avec infirmités.
4. Entreprendre de s’engager dans les processus de consultation participative avec toute personne ou groupe d’intérêt qui pourrait être affecté dans n’importe quelle manière substantive ou matérielle par n’importe quel aspect des initiatives de renouvellement et amélioration urbains envisagés dans la création de villes du niveau mondial.
5. Entreprendre de s’engager dans le dialogue social ou négociation substantives avec toute personne ou groupes ou encore leurs représentants élus démocratiquement potentiellement affectés dans n’importe quelle situation ou les initiatives de renouvellement et d’amélioration urbains qui pourraient avoir des conséquences sur leur travail ou leur gagne-pain.
6. Etablir des forums de négociation mixte dans chaque Ville pour s’assurer des processus de négociations et de consultation non sectorielle.
7. S’engager à la campagne de WCCA de StreetNet International conduisant à la Coupe du Monde de FIFA 2010.  
(Source: Composé par StreetNet International)

## **Deuxième Conférence de ICC: “Combinons nos Efforts” Par Pat Horn, Coordinatrice de StreetNet International**

La deuxième conférence internationale sur l’organisation des travailleurs dans l’économie informelle, a eu lieu à Accra au Ghana en septembre 2006 sous le thème “Combinons nos efforts” Ceci a été la suite de la première conférence qui s’était tenue à Ahmedabad en Inde en décembre 2003.

65 délégués venant de 23 pays et 55 organisations ont participé à la conférence (y compris les Fédérations Syndicales Internationales et organisations de soutien).

Il y avait un accord général qu'organiser les travailleurs dans l'économie informelle posait des difficultés, et le manque de politiques nationales sur l'économie informelle est un problème dans la plupart de pays. Les relations entre classes sociales sont floues dans beaucoup d'entreprises de l'économie informelle; ainsi les organisations ont dû développer les stratégies pour intégrer les opérateurs informels ainsi que les personnes qui travaillent pour eux (y compris les travailleurs occasionnels et le travail familial non payé).

Les femmes forment la majorité des travailleurs de l'économie informelle et devraient jouer un rôle de leadership plus important. Les syndicats pourraient augmenter leur adhésion en organisant plus de femmes dans l'économie informelle - comme vue en Guinée quand le rôle de la femme vendeuse au marché pendant la grève générale de 2006 était décisive pour faire gagner leurs revendications.

### **Relation avec les Syndicats et les Centrales Syndicales Nationales**

L'association avec les syndicats donne souvent aux organisations de l'économie informelle plus de crédibilité et protection. Cependant, ceci dépend de la force du syndicat. La pluralité du syndicat exacerbe les problèmes, et la compétition entre les centrales nationales pour les affiliés informels crée la confusion.

Le défi pour les syndicats est comment structurer leur relation avec les organisations des travailleurs informels.

Quelques possibilités sont :

- Affiliation directe formelle;
- Termes de références déterminées en accords comme un mémorandum de compréhension;
- L'adhésion associée;
- Affiliés sectoriels ou organisations de commerce ou fédération réunissant différentes organisations des travailleurs informels ou syndicats des travailleurs informels variés.

Autres formes de réseautage et alliances étaient aussi discutées. Les relations conduisant à l'ingérence politique sont communes. Malgré tout, le réseautage est essentiel pour organiser. Les alliances avec les mouvements sociaux sont souvent utiles. Huit des organisations des participants étaient les affiliés de StreetNet - ce qui leur a donné accès à la solidarité internationale. Les liens directs avec l'OIT et les centrales syndicales régionales donne accès aux ressources techniques de valeur.

### **Conclusions**

La conférence a recommandé que la nouvelle confédération syndicale internationale qui sera formée à Vienne du 1er au 3 novembre 2006, devrait adresser l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle en établissant un département pour l'économie informelle.

La troisième conférence internationale sur l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle sous le thème "Combinons nos efforts" sera organisée en 2009

au Mexique par CROC (Confederacion Revolucionario de Obreros y Campesinos) et son affilié FNOTNA (Federacion Nacional de Organizaciones de Trabajadores No Asalariados). Le ICC s'efforcera d'organiser davantage de séminaires régionaux avant cette conférence. Combien de séminaires pourront être convoqués, et quand, dépendra de fonds disponibles.

Un manuel sera produit au cours de 2007 comme un guide d'organisation, qui sera utilisé par les organisateurs organisant les travailleurs de l'économie informelle. Un forum des éducateurs syndicalistes sur l'organisation de l'économie informelle sera convoqué au prochain congrès international de l'IFWEA (International Federation of Workers' Education Associations) en novembre 2007 à Ahmedabad, Inde.

## **Les Vendeurs de rue de Durban se réorganisent**

### **Par Gaby Bikombo, Président de l'Association Siyagunda**

Les Associations "The Eye Traders, Siyagunda et Phoenix Plaza Street Traders" exigent que la mairie de Durban consulte avec les organisations des vendeurs de rue concernant les problèmes qui affectent leurs efforts quotidiens de gagner une vie honnête et demandent la négociation et le dialogue.

Cette reorganisation est une réponse à une impasse avec le département de la municipalité appelé "Business Support Unit" (BSU) que la mairie d'eThekweni a confié la tâche de gérer et régler la vente sur la rue quand elle (la mairie) a adopté en 2002 la Politique de l'Économie Informelle.

Le BSU a façonné un système de représentation des vendeurs de rue à travers les "street committees" (Comités des vendeurs de rue). Tous les comités des vendeurs d'un certain lieu ont dû former un comité exécutif qui, en son tour, s'est affilié auprès de l'Informal Trade Management board" (ITMB). Le BSU a reconnu cette structure comme la seule structure qui représente les vendeurs de rue avec qui ils peuvent communiquer et/ou négocier de la part des vendeurs de rue de Durban.

Ce "système fermé" a inhibé l'existence des organisations indépendantes et démocratiques de vendeurs de rue. En plus, ces "Street committees" communément connu comme "Forums", qui furent créés par le BSU, se sont avérés être sujette à la corruption et népotisme, uniquement chargés d'exécuter les instructions de municipalité au lieu de négocier pour le compte des vendeurs de rue.

En conséquence, beaucoup de vendeurs de rue ont perdu leurs moyens d'existence, étant donné que leurs permis de vente leur étaient confisqués et confiés aux nouveaux et inconnus vendeurs. En plus, il y avait des pratiques très répandues de xénophobie qui ont menés à une situation telle que les vendeurs étrangers étaient dépouillés, c'est-à-dire ils étaient obligés de payer un pôt-de-vin pour pouvoir vendre sur la rue. Il y avait et il y a toujours des allégations de corruption à propos des allocations de permis résultant de ce système. Nous avons aussi vu que les vendeurs de rue sans permis ont été considérés comme des criminels et finalement arrêtés, alors qu'ils sont tout simplement en train d'essayer de gagner une vie honnête comme n'importe quelle autre personne.

Le mécontentement des vendeurs de rue a conduit au lancement de l'Association Siyagunda, le 16 Décembre 2005, suivi par l'Association The eye street trader, le 15 Septembre 2006. Ensemble avec l'Association Phoenix Plaza Street traders (basée presque à 35 km du centre ville de Durban et en existence depuis Février 2002), ils sont en processus de former un réseau qui sera appelé "SISONKE street traders alliance." Le but de former ce réseau est essentiellement d'avoir une alternative mandatée et démocratique forte aux structures de ITMB qui ont clairement failli les vendeurs de rue de Durban.

Nous avons organisé une marche conjointe réussie jusqu'à la mairie, le 21 Novembre 2006, où nous avons soumis un bon nombre de revendications à la mairie, y compris le défi à la mairie d'eThekweni de s'engager à la Campagne de StreetNet: "Villes de Niveau Mondial Pour Tous", pour s'assurer que les vendeurs de rue ne seront pas unilatéralement expulsés sans alternatives lors des événements qui conduisent à la Coupe du monde 2010.

## **Kenya: dénombrement des vendeurs de rue de Nairobi**

**Par Peter Odhiambo, NISCOF**

Lorsque tous les efforts répétés de plaider et de faire pression sur le gouvernement concernant la politique du secteur informel sont tombés sur de sourdes oreilles en 2005, la NISCOF (confédération de secteur informel de Nairobi) a décidé de faire un recensement dans Nairobi, qui pourrait clairement représenter la véritable nature et composition du secteur.

NISCOF est une fédération non-partisane constituée de membres déterminés à faciliter, renforcer et mobiliser les organisations des travailleurs informels pour la participation active dans la gestion politique. Le recensement récemment complété qui était organisé par NISCOF fournit des figures précises pour les détenteurs d'enjeu de pousser la politique économique dans une direction de soutien.

Les enquêtes ont été faites pendant deux jours seulement. Le formulaire de collecte de données était distribuée par un groupe sélectionné par le Secrétariat de NISCOF à tous les vendeurs dans un après-midi au sein du Central Business District (Centre ville ou CBD) à leurs sites de vente. La réponse était accablante et les formulaires retournés représentaient 87.2% des 4.000 questionnaires qui demandaient les noms des vendeurs, emplacement de business, genre, niveau d'éducation, nombres d'enfants, activités de commerces et âge. Les caractéristiques diverses et travaux de 3.488 marchands du secteur informel opérant au sein du CBD de Nairobi étaient analysés par la recherche.

L'étude reflète que le manque de marchés désignés en proportion au nombre de vendeurs, est la cause principale du nombre élevé des marchands informels qui saturent les rues de la ville. De larges rues comptent 73,4% de tous les marchands, pendant que les arrêts de bus en comptent 11%. Le reste des vendeurs de rue, ambulants et ceux qui sont basés dans les marchés désignés combinés, constituent le reste. Le plan du gouvernement de construire environ 12 marchés dans des divers

arrondissements de Nairobi afin de décongestionner le CBD, devrait être accéléré pour pouvoir accommoder le nombre croissant des marchands.

## **Uganda: S'attaquer au VIH/SIDA dans les marchés**

**Par Amodia Wapakabalo, Market Vendors AIDS Project (MAVAP) et Flavia Amoding, National Union of Informal Economy Workers' Organisations (NUIEWO)**

Le Market Vendors' AIDS Project (Le Projet SIDA de Vendeurs au Marché) ou MAVAP est une initiative qui adresse les problèmes en rapport avec la prise de conscience à propos du VIH/SIDA, la prévention, soin et soutien contre le VIH/SIDA dans les marchés. Il fait suite au projet pilote du VIH/SIDA qui a été mis en effet au marché St Balikuddembe en 2003/2004. Le but général du Projet est d'avoir une communauté marchande productive et en bonne santé, qui répond positivement et de manière responsable à la pandémie du VIH/SIDA en Uganda.

MAVAP est maintenant bien établi dans trois marchés. Il couvre actuellement le marché de St. Balikuddembe, Park Yard et Nakawa qui servent plus de 200.000 personnes chaque jour.

### **Les objectifs du MAVAP au cours des trois années du projet (2005-2007) sont:**

- Conscientiser 90 % des vendeurs au marché à propos du VIH/SIDA;
- Réduire le risque de transmission en pourvoyant le Conseil et Examen Volontaire (CEV) pour les vendeurs au marché;
- Etablir les réseaux de traitement et un système de ransfert pour améliorer la qualité de vie pour 100 personnes vivant avec le VIH/ SIDA dans le secteur du projet;
- Intervention de prévention à travers la formation, développement du savoir et renforcement de la capacité pour les dirigeants;
- Intervention de prévention en utilisant la stratégie de l'Abstinence, la Fidélité et l'usage des Préservatifs (AFP) et avec des programmes qui visent spécifiquement les femmes et la jeunesse;
- Evaluation du risque à travers l'évaluation continue de l'environnement du travail dans les marchés pour établir les facteurs qui exposent la communauté au VIH/SIDA;
- Documenter les expériences et les meilleures pratiques pour la répliation dans l'économie informelle et pour le partage d'expérience aussi bien dans les forums locaux et internationaux.

### **Activités réalisées jusqu'à présent:**

- 500 éducateurs de masse ont été formés et sont en train de faire la sensibilisation à la base;

- A travers le système de transfert de MAVAP en place, le nombre de vendeurs qui vont mensuellement au CEV a augmenté de 900%. A partir d'un maximum de 50/mois en 2004, la moyenne actuelle est maintenant de 450-500 clients par mois.
- On a introduit les examens et traitement de routine pour les Infections Sexuellement Transmissibles (IST), et dans les trois mois passés de 2006, 1.166 vendeurs ont eu accès à ce service.
- Jusque à la date du 31 décembre 2006, la clinique Uganda Careas St. Bulikuddembe a enrolé 1.896 clients sous soins et suivi parmi lesquels 662 reçoivent déjà le Traitement Antiretroviral (TAR) gratuit. Un nombre additionnel de 1.234 clients n'ont pas encore besoin d'ARVs mais sont sous suivi régulier avec des médicaments prophylactiques et surveillance des CD4 (T4 count, T-helper cells).
- Plus de 500.000 matériels d'informations et éducation ont été distribués dans trois marchés par ex. brochures d'information, cahiers, stylos, parapluies, tee-shirts, affiches, etc.
- Une surveillance continue et système d'évaluation est en place.
- La Documentation des activités pour raison d'archives et échange d'expériences et meilleures pratiques est en cours d'élaboration et un documentaire fait en 2005 est disponible pour la vision.
- Sept vendeurs au marché et le personnel de MAVAP ont participé à la XVIe Conférence Internationale sur le SIDA au Canada en août 2006 et le service modèle MAVAP était dans la vitrine à la zone du réseau africain.
- Un modèle de service du VIH/SIDA au marché comme lieu de travail, vient d'être développé où la sensibilisation, éducation, CEV, examen et traitement des IST et provision des ART et traitement des infections opportunistiques sont maintenant tous disponibles au sein du marché.
- On espère que ce projet sera étendu pour consolider le progrès réalisés dans les trois marchés et initier les activités dans au moins quatre autres marchés.

**Pour plus d'information, veuillez contacter:**

Le Coordinateur du Projet, Market Vendors AIDS Project, P.O. Box 72446, Clock Tower, Kampala, UGANDA. Plot 38, Bukoto Street, Kamwokya, Kampala.  
 Tel : +256 41 570998, 077 420017, 077 454437, 077 42657. Fax : +256 41 348721  
 e-mail: mavap@lumjo.com; dii@lumjo.com web site: www.mavap.org